

Cote du document: EB 2022/135/R.24  
Point de l'ordre du jour: 13 a) i) a)  
Date: 31 mars 2022  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt**

### **République populaire du Bangladesh**

### **Projet d'aménagement hydraulique à petite échelle, à des fins de résilience aux changements climatiques et aux catastrophes**

Numéro du projet: 2000002357

#### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Nigel Brett**  
Directeur régional  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +39 06 5459 2516  
courriel: n.brett@ifad.org

**Arnoud Hameleers**  
Directeur de pays  
téléphone: +88 01 7012 02872  
courriel: a.hameleers@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session  
Rome, 25-27 avril 2022

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>3</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	4
<b>III. Risques</b>	<b>12</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	12
B. Catégorie environnementale et sociale	13
C. Classement au regard des risques climatiques	13
D. Soutenabilité de la dette	13
<b>IV. Exécution</b>	<b>14</b>
A. Cadre organisationnel	14
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	14
C. Plans d'exécution	15
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>15</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>15</b>

### Appendices

- I. Negotiated financing agreement (Le document sera mis à disposition avant la séance.)
- II. Logical framework

---

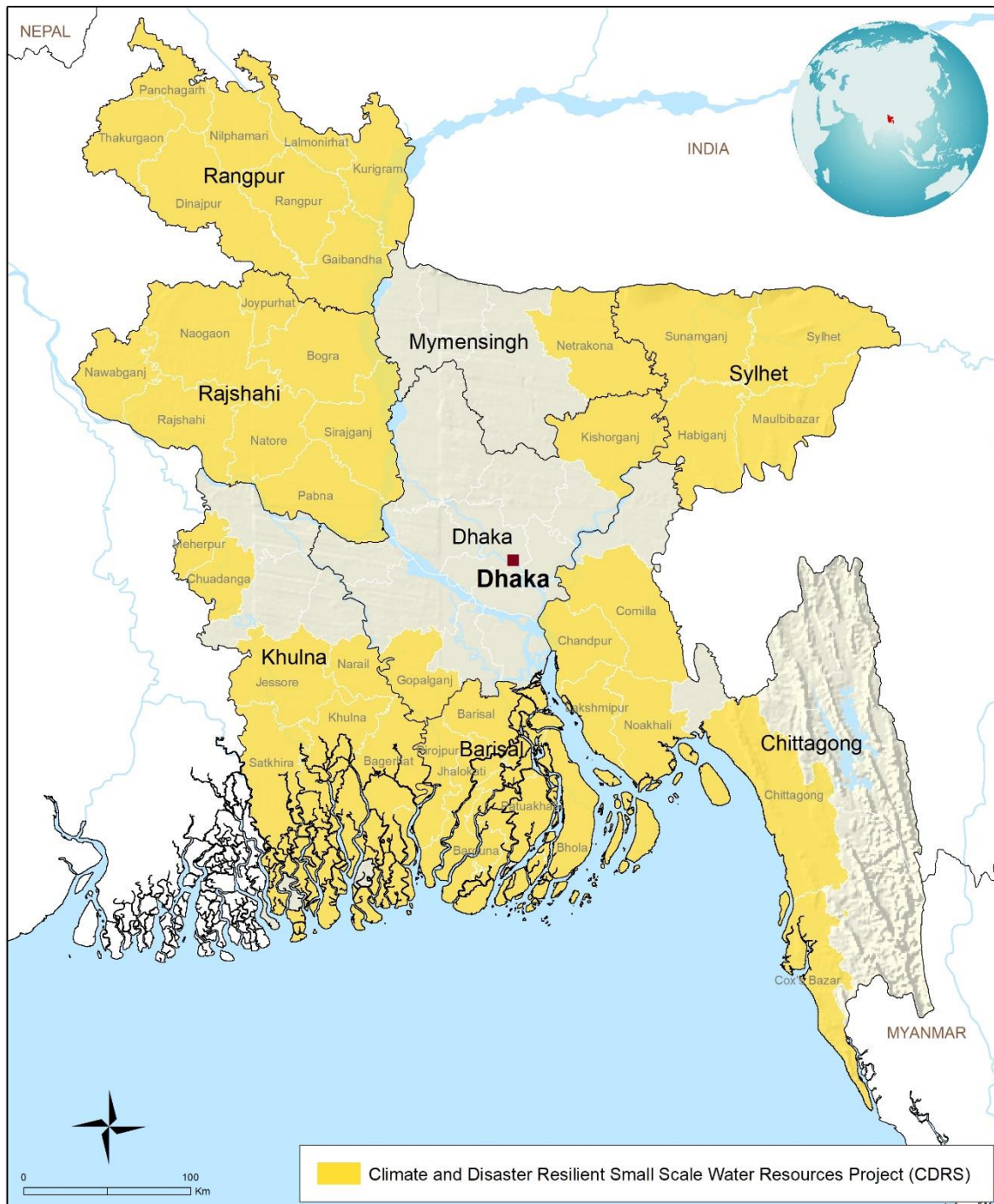
#### Équipe d'exécution du projet

---

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Arnoud Hameleers
Responsable technique:	Marie-Aude Even
Responsable des finances:	Lilis Suharti
Spécialiste climat et environnement:	Kisa Mfalila
Juriste:	Itziar Miren Garcia Villanueva

---

## Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 04/01/2022

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	Banque asiatique de développement (BAsD)
<b>Emprunteur/Bénéficiaire:</b>	République populaire du Bangladesh
<b>Organisme d'exécution:</b>	Département d'ingénierie de l'administration locale
<b>Coût total du projet:</b>	225 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	42,98 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Conditions mixtes
<b>Cofinanceurs:</b>	BAsD et Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
<b>Montant du cofinancement:</b>	Prêt de la BAsD: 106 millions d'USD Don du Gouvernement néerlandais: 17,8 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt et don
<b>Contribution de l'Emprunteur/Bénéficiaire:</b>	51,44 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	6,72 millions d'USD
<b>Montant du financement climatique apporté par le FIDA:</b>	17,8 millions d'USD
<b>Institution coopérante:</b>	BAsD

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 63.

### I. Contexte

#### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

##### Contexte national

1. La République populaire du Bangladesh, dont le territoire s'étend sur 14,7 millions d'hectares, possède une surface cultivable d'environ 8 millions d'hectares et une population de 167,6 millions de personnes (2020). Le taux de croissance annuel du produit intérieur brut (PIB) est supérieur à 6,5% depuis 2012. Le Bangladesh, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure depuis 2015, vise à obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2031 et celui de pays à revenu élevé d'ici à 2041.
2. Le huitième plan quinquennal du Gouvernement bangladais (2021-2025) a pour objectif d'alimenter la croissance du PIB et prévoit un taux de croissance moyen de 8% et de 3,9% pour le secteur agricole. La pauvreté est toutefois forte dans les zones rurales, où l'accès aux terres et aux ressources naturelles est limité et la densité de population élevée.
3. Les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche fournissent 40% des emplois du pays, et contribuent ainsi de façon significative à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Toutefois, la production alimentaire pâtit d'une faible productivité, des changements climatiques, de la dégradation des ressources naturelles, du changement d'utilisation des terres agricoles et des inefficiences dans les filières.
4. Le Bangladesh est fortement exposé aux aléas naturels (inondations, cyclones, érosion des cours d'eau, sécheresses et salinité des sols) et à la variabilité du climat. Aux conditions géographiques s'ajoutent des infrastructures de gestion de l'eau inadéquates, mal exploitées et mal entretenues en raison de la faible participation des bénéficiaires.
5. L'objectif du présent projet est d'améliorer la résilience de quatre zones particulièrement menacées par les changements climatiques, dans le droit fil du Bangladesh Delta Plan 2100 et des dernières évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité face à ces risques. Il s'agira de renforcer les capacités institutionnelles afin de favoriser une gestion de l'eau efficace et inclusive (composante 1), d'investir dans des infrastructures résilientes aux changements climatiques (composante 2), et de contribuer à l'adoption de pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques et à l'amélioration des filières (composante 3).
6. Le projet se classe parmi les plus favorables à l'égalité femmes-hommes de la Banque asiatique de développement (BAsD) (catégorie « équité femmes-hommes »), et comprend un plan d'action spécifique qui prévoit des investissements favorables à l'avancement des femmes, assortis d'un suivi, dans chaque composante du projet et dans le cadre de résultats.
7. Un plan d'action pour les jeunes sera élaboré afin d'assurer une plus grande participation et une meilleure représentation des jeunes dans certaines activités des filières.
8. Le projet contribuera à améliorer la nutrition grâce à des investissements en faveur d'une production alimentaire résiliente aux changements climatiques, à l'amélioration des revenus agricoles, à la promotion de filières diversifiées et sûres,

et à l'éducation nutritionnelle à l'intention des populations rurales pauvres (femmes et hommes) vulnérables sur ce plan.

### **Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité**

9. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), ce projet a été validé comme:
  - incluant un financement climatique.
10. L'accent mis par le projet sur le renforcement de la résilience climatique est particulièrement pertinent du point de vue des priorités du Gouvernement et du FIDA au Bangladesh. Le portefeuille de projets du FIDA bénéficiera d'activités conjointes de participation à l'élaboration des politiques et d'études visant à renforcer la durabilité des services des associations coopératives de gestion de l'eau (ci-après, les « ACGE ») et du Département d'ingénierie de l'administration locale (ci-après, « LGED »). Des solutions novatrices fondées sur la nature, l'utilisation des technologies de l'information et des communications, l'installation de pompes solaires et la mise en place de systèmes de gestion de l'information améliorés seront également prises en considération.
11. Le présent projet s'inscrit dans le partenariat à long terme qu'entretient le FIDA à l'échelle nationale avec le Gouvernement bangladais et la BAsD, depuis les années 1990, sur l'aménagement hydraulique à petite échelle. Cette quatrième phase, qui s'inspirera des meilleures pratiques de projets clôturés, devrait renforcer l'adaptation aux changements climatiques et la pérennité des ACGE, et promouvoir l'égalité femmes-hommes et le développement agricole dans le cadre de 230 sous-projets existants et 150 nouveaux sous-projets.
12. Le Gouvernement bangladais et la BAsD ont demandé au FIDA de cofinancer ce projet et d'y apporter son expertise en matière i) de nutrition, de ciblage des pauvres et d'égalité femmes-hommes; ii) d'appui aux groupes d'utilisateurs de l'eau; iii) de vulgarisation axée sur la demande, de réduction de la pauvreté et de prise en compte des enjeux climatiques dans les chaînes de valeur. De ce fait, le FIDA s'est attaché à mettre à disposition l'expertise technique requise lors de la conception du projet.

### **B. Enseignements tirés**

13. Le présent projet s'appuiera sur les enseignements tirés du portefeuille du FIDA et de la BAsD, présentés ci-après.
14. Les systèmes de gestion de l'eau à petite échelle décentralisés et gérés par les collectivités réduisent efficacement la pauvreté rurale, mais une bonne planification et la prise en compte de différents paramètres de risque climatique sont indispensables pour réduire ces risques et maximiser l'impact.
15. Une évaluation rurale participative est essentielle pour analyser l'environnement socioéconomique et culturel et s'assurer de l'approbation des parties prenantes et du ciblage des pauvres.
16. Les investissements en faveur d'infrastructures à petite échelle doivent être associés à la production agricole et aux services de commercialisation pour maximiser l'impact en matière d'emploi et sur l'économie rurale. Les ACGE ont été transformées en coopératives polyvalentes pour y parvenir.
17. Les récentes constatations du FIDA issues de l'évaluation sur les infrastructures et d'un état des lieux des groupes d'utilisateurs de l'eau ayant des pratiques durables ont été prises en compte lors de la conception du projet.

18. Les quotas ne peuvent à eux seuls garantir la participation constructive des femmes. Des formations en leadership et des mesures complémentaires sont nécessaires.

## II. Description du projet

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

19. Le principal objectif du projet est de renforcer la résilience aux changements climatiques et à la variabilité du climat qui en résulte.
20. La zone d'intervention s'étend sur 219 000 hectares et concerne 42 des 64 districts du Bangladesh. En outre, 380 sous-projets cibleront quatre des six zones particulièrement menacées par les changements climatiques définies dans le Bangladesh Delta Plan 2100. Plus de deux tiers des sous-projets existants de la BASD sont également exécutés dans ces districts, ce qui offre des possibilités d'élargissement de la portée de l'intervention et d'apprentissage croisé.
21. Le projet profitera directement à quelque 380 000 ménages d'agriculteurs et ciblera i) les ménages sans terres agricoles possédant moins de 0,2 hectare; ii) les agriculteurs marginaux et les petits exploitants cultivant entre 0,2 et 0,9 hectare; iii) les agriculteurs exploitant une surface de taille moyenne (entre 1 et 3 hectares); iv) d'autres acteurs opérant dans les filières.
22. Les mesures de ciblage incluent: i) une évaluation rurale participative et des critères d'éligibilité prenant en compte des questions environnementales et sociales; ii) la création de groupes de femmes, des activités de nutrition et des possibilités d'emploi dans les domaines des infrastructures et de la pisciculture en étang; iii) la prévention de l'accaparement par les élites, des lignes directrices à l'intention des ACGE et un suivi-évaluation rigoureux étant prévus à cet effet; iv) des mesures d'autonomisation comprenant des quotas et des formations en leadership pour les femmes, les jeunes et les personnes les plus pauvres; v) des accords de partenariat avec des organismes publics spécialisés; vi) la création d'un environnement favorable par l'entremise de formations, directives et retours d'information à l'intention du personnel de l'unité de gestion du projet (UGP), et d'un suivi systématique des garanties sociales et des statistiques désagrégées sur la pauvreté.

### B. Composantes, résultats et activités

23. Le projet comprendra les composantes suivantes: i) élaboration et gestion participatives de sous-projets; ii) mise en place ou renforcement d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle résilientes face aux changements climatiques et aux catastrophes; iii) amélioration des entreprises agricoles à l'échelle des *upazila* (subdivision administrative des districts) et des ACGE, et appui aux moyens d'existence des populations vulnérables.
24. **Composante 1: élaboration et gestion participatives de sous-projets.** Cette composante visera: i) à créer 150 nouvelles ACGE comportant au moins 40% de femmes parmi leurs membres et au moins un tiers de femmes dans leurs comités de gestion; ii) à favoriser l'amélioration du fonctionnement et de la gestion des ACGE relevant de 230 sous-projets existants, à l'aide de cours de perfectionnement; iii) à établir et à aider environ 500 sous-comités (de femmes et de jeunes) chargés de gérer l'exploitation et l'entretien des infrastructures et le développement de l'agriculture et de la pêche, ainsi que 100 sous-comités composés exclusivement de femmes chargés de gérer l'avancement des femmes; iv) à renforcer l'unité de gestion intégrée des ressources en eau du LGED.
25. **Composante 2: mise en place ou renforcement d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle résilientes face aux changements climatiques et aux catastrophes.** Cette composante visera: i) à mettre en place des infrastructures de gestion de l'eau résilientes dans le cadre de 150 nouveaux

sous-projets dans une zone de 86 000 hectares; ii) à améliorer 230 infrastructures d'AGCE par l'intégration de dispositifs de résilience aux changements climatiques et aux catastrophes dans une zone de 130 000 hectares; iii) à fournir des services de reconstruction d'urgence et de modernisation dans le cadre du sous-projet du barrage en caoutchouc de Bakkhali, dans une zone de 3 000 hectares; iv) améliorer environ 110 kilomètres de chemins d'exploitations agricoles et routes de villages.

26. **Composante 3: amélioration des entreprises agricoles à l'échelle des *upazila* et des ACGE, et appui aux moyens d'existence des populations vulnérables.** Cette composante visera à former la totalité des ACGE aux pratiques résilientes – les 58 ACGE les plus performantes pouvant également accéder à des formations sur les filières – et à fournir un appui au développement des entreprises, à l'établissement de liens avec les marchés et aux infrastructures post-récolte concernant 10 cultures présentant des avantages quant à la réduction de la pauvreté et à la nutrition. Les comités de femmes et leurs entreprises recevront un soutien particulier. Des installations modernes de commercialisation et des possibilités d'entreposage frigorifique seront mises en place à l'échelle des *upazila*, et 35 marchés situés en bord de route seront améliorés.

### C. Théorie du changement

27. Le présent projet, parcours intégré de renforcement de la résilience climatique et d'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire, prévoit à cet effet: i) de renforcer la capacité de planification par la prise en compte de considérations sur le climat dans la conception des activités liées aux infrastructures, aux cultures et aux filières, et d'améliorer l'accès à l'information et aux services climatiques; ii) de renforcer la capacité d'absorption grâce à des infrastructures résilientes aux changements climatiques; iii) de renforcer les capacités d'absorption et d'adaptation par l'entremise d'un appui en faveur d'une production diversifiée et climato-compatible et des activités post-récolte; iv) de renforcer les activités non agricoles afin de diversifier les moyens d'existence et d'offrir de nouvelles possibilités aux personnes ne possédant pas de terres; v) de constituer des organisations locales robustes et réactives et fournir un appui aux institutions rurales capables de répondre aux besoins des bénéficiaires.

### D. Alignement, appropriation et partenariats

28. Le projet contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 9 (industrie, innovation et infrastructure) et 12 (consommation et production responsables).
29. Le projet est conforme aux priorités du plan prospectif du Bangladesh 2021-2041, du Bangladesh Delta Plan 2100, ainsi que du huitième plan quinquennal et des contributions déterminées au niveau national présentées par le pays à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques au titre des Accords de Paris et visant à améliorer la résilience climatique des agriculteurs.
30. Le projet s'inscrit dans le mandat du FIDA en faveur de la transformation du monde rural, tel qu'il est défini dans son Cadre stratégique 2016-2025. L'investissement proposé reflète la stratégie de FIDA12 visant à promouvoir une approche par étapes en ce qui concerne les stratégies d'investissement dans les pays et à mobiliser des cofinancements internationaux. Le ratio de cofinancement international est de 1:2,5, et le ratio de cofinancement national de 1:1.

### E. Coût, avantages et financement

31. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet au titre



du financement de l'action climatique est estimé à 17,8 millions d'USD (15,4 millions d'USD pour l'adaptation et 2,4 millions d'USD pour l'atténuation).

32. Ce projet sera cofinancé par la BAsD, le FIDA et les Pays-Bas, et bénéficiera d'une contribution importante du Gouvernement bangladais. Le coût total du projet est estimé à 225 millions d'USD. De ce total, 106 millions d'USD proviendraient de la BAsD, 42,98 millions d'USD du FIDA, 17,8 millions d'USD des Pays-Bas, 51,44 millions d'USD du Bangladesh et 6,72 millions d'USD des bénéficiaires.
33. La répartition du coût du projet par composante et par catégorie de dépenses est présentée dans les tableaux 1, 2 et 3 ci-après. Les investissements du projet sont répartis dans les trois composantes principales: i) élaboration et gestion participatives de sous-projets; ii) mise en place ou renforcement d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle résilientes face aux changements climatiques et aux catastrophes; iii) amélioration des entreprises agricoles à l'échelle des *upazila* et des ACGE, et appui aux moyens d'existence des populations vulnérables.

Tableau 1

**Coût du projet par composante et par source de financement**

(en millions d'USD)

	<i>BAsD</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Gouvernement bangladais</i>		<i>Gouvernement néerlandais</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
<b>Composante 1.</b> Élaboration et gestion participatives de sous-projets	9,91	27	2,36	6	11,37	31	11,08	30	1,99	5	36,71	16
<b>Composante 2.</b> Mise en place ou renforcement d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle résilientes face aux changements climatiques et aux catastrophes	83,28	53	35,30	22	32,49	21	2,91	2	3,61	2	157,59	70
<b>Composante 3.</b> Amélioration des entreprises agricoles à l'échelle des <i>upazila</i> et des ACGE, et appui aux moyens d'existence des populations vulnérables	12,86	42	5,33	17	7,58	25	3,82	12	1,12	4	30,71	14
<b>Total</b>	<b>106,05</b>	<b>47</b>	<b>42,98</b>	<b>19</b>	<b>51,44</b>	<b>23</b>	<b>17,81</b>	<b>8</b>	<b>6,72</b>	<b>3</b>	<b>225,00</b>	<b>100</b>

Tableau 2

**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**

(en millions d'USD)

	BAsD		Prêt du FIDA		Gouvernement bangladais		Gouvernement néerlandais		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement												
Travaux d'infrastructure												
Nouveaux sous-projets	27,11	62	11,62	27	4,99	11	-	0	-	0	43,72	19
Amélioration du fonctionnement et sous-projets majeurs	34,56	62	14,81	27	6,36	11	-	0	-	0	55,73	25
Reconstruction d'urgence du barrage en caoutchouc de Bakkhali	4,28	62	1,83	27	0,79	11	-	0	-	0	6,90	3
Connectivité des zones rurales	5,76	62	2,47	27	1,06	11	-	0	-	0	9,29	4
Travaux de génie civil pour les entreprises agricoles et les marchés	4,79	62	2,05	27	0,88	11	-	0	-	0	7,73	3
Tests	-	0	-	0	0,15	11	1,17	89	-	0	1,32	1
<b>Sous-total I-A</b>	<b>76,50</b>	<b>61</b>	<b>32,79</b>	<b>26</b>	<b>14,22</b>	<b>11</b>	<b>1,17</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>124,68</b>	<b>55</b>
Équipements, véhicules, machines et conditionnement												
Motos	0,11	61	0,05	26	0,02	13	-	0	-	0	0,17	0
Véhicules de service et pickups	0,55	61	0,24	26	0,12	13	-	0	-	0	0,91	0
Mobilier de bureau, équipements pour les ACGE et brochures	0,27	61	0,11	26	0,06	13	-	0	-	0	0,44	0
Machines et équipements pour les entreprises agricoles et les marchés	4,66	61	2,00	26	1,00	13	-	0	-	0	7,66	3
Matériaux de conditionnement des produits	0,02	61	0,01	26	0,00	13	-	0	-	0	0,03	0
<b>Sous-total I-B</b>	<b>5,61</b>	<b>61</b>	<b>2,40</b>	<b>26</b>	<b>1,20</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>9,21</b>	<b>4</b>
Services: formation, suivi et innovation												
Renforcement des capacités et formation à l'élaboration de sous-projets	2,65	42	-	0	1,20	19	2,43	39	-	0	6,27	3
Renforcement des capacités et appui aux entreprises agricoles et aux moyens d'existence	-	0	-	0	0,30	19	1,26	81	-	0	1,56	1
Études et tests dans le domaine de l'innovation	-	0	-	0	0,26	19	1,08	81	-	0	1,34	1
Amélioration des systèmes informatisés de gestion	0,17	57	0,07	24	0,06	19	-	0	-	0	0,31	0
Établissement de données de référence et suivi de la qualité de l'eau	0,28	57	0,12	24	0,10	19	-	0	-	0	0,50	0
<b>Sous-total I-C</b>	<b>3,11</b>	<b>31</b>	<b>0,20</b>	<b>2</b>	<b>1,91</b>	<b>19</b>	<b>4,77</b>	<b>48</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>9,98</b>	<b>4</b>
Services de consultants												
Services d'appui à l'exécution du projet	2,16	13	-	0	3,54	21	11,52	67	-	0	17,2	8
<b>Sous-total I-D</b>	<b>2,16</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>3,54</b>	<b>21</b>	<b>11,52</b>	<b>67</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>17,22</b>	<b>8</b>
Réinstallation involontaire: acquisition de terrains												

	<i>BAsD</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Gouvernement bangladais</i>		<i>Gouvernement néerlandais</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Indemnisation: acquisition de terrains	0,40	8	-	0	4,47	92	-	0	-	0	4,87	2
Sondages et plans en matière de réinstallation	0,18	81	-	0	0,04	19	-	0	-	0	0,22	0
<b>Sous-total I-E</b>	<b>0,58</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>4,52</b>	<b>89</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>5,09</b>	<b>2</b>
<b>Sous-total I</b>	<b>87,95</b>	<b>53</b>	<b>35,39</b>	<b>21</b>	<b>25,38</b>	<b>15</b>	<b>17,46</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>166,18</b>	<b>74</b>
Dépenses récurrentes												
UGP et unité d'exécution du projet: personnel externe	5,05	57	2,16	24	1,70	19	-	0	-	0	8,91	4
UGP et unité d'exécution du projet: personnel détaché	-	0	-	0	8,60	100	-	0	-	0	8,60	4
Location de bureaux	0,31	57	0,13	24	0,10	19	-	0	-	0	0,54	0
Audits financiers	0,06	81	-	0	0,01	19	-	0	-	0	0,07	0
Dépenses de maintenance dans le cadre des sous-projets (a)	-	0	-	0	1,81	29	-	0	4,51	71	6,32	3
Dépenses de fonctionnement (b)	-	0	-	0	0,89	29	-	0	2,21	71	3,10	1
<b>Sous-total II</b>	<b>5,41</b>	<b>20</b>	<b>2,30</b>	<b>8</b>	<b>13,12</b>	<b>48</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>6,72</b>	<b>24</b>	<b>27,55</b>	<b>12</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>93,37</b>	<b>48</b>	<b>37,68</b>	<b>19</b>	<b>38,50</b>	<b>20</b>	<b>17,46</b>	<b>9</b>	<b>6,72</b>	<b>3</b>	<b>193,73</b>	<b>86</b>
Provisions pour imprévus												
Provisions pour imprévus matériels	6,37	60	2,66	25	1,63	15	-	0	-	0	10,66	5
Provisions pour hausse des prix	6,32	60	2,64	25	1,62	15	-	0	-	0	10,58	5
<b>Sous-total III</b>	<b>12,69</b>	<b>60</b>	<b>5,30</b>	<b>25</b>	<b>3,24</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>21,23</b>	<b>9</b>
Charges financières et commissions de service lors de l'exécution												
Charges (BAsD)	-	0	-	0	6,91	95	0,35	5	-	0	7,26	3
Charges (FIDA)	-	0	-	0	2,78	100	-	0	-	0	2,78	1
<b>Sous-total IV</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>9,69</b>	<b>97</b>	<b>0,35</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>10,04</b>	<b>4</b>
<b>Coût total du projet (I+II+III+IV)</b>	<b>106,05</b>	<b>47</b>	<b>42,98</b>	<b>19</b>	<b>51,44</b>	<b>23</b>	<b>17,81</b>	<b>8</b>	<b>6,72</b>	<b>3</b>	<b>225,00</b>	<b>100</b>

∞

Tableau 3  
**Coût du projet par composante et par année**  
(en millions d'USD)

	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Composante 1</b>														
Mise en place d'ACGE inclusives dans le cadre de 150 nouveaux sous-projets	2,75	25	3,30	30	3,30	30	1,10	10	0,55	5	-	0	11,01	30
Approbation par les ACGE de la conception de 150 nouveaux sous-projets et 230 sous-projets existants	0,92	25	1,10	30	1,10	30	0,37	10	0,18	5	-	0	3,67	10
Mise en place de sous-comités (exploitation et entretien, agriculture, pêche et avancement des femmes)	-	0	2,20	15	2,94	20	3,67	25	3,67	25	2,20	15	14,68	40
Mise en place de systèmes de suivi-évaluation et collecte de données ventilées. Collecte des données des systèmes informatisés de gestion	1,10	15	1,10	15	1,10	15	1,10	15	1,47	20	1,47	20	7,34	20
<b>Sous-total</b>	<b>4,77</b>	<b>13</b>	<b>7,71</b>	<b>21</b>	<b>8,44</b>	<b>23</b>	<b>6,24</b>	<b>17</b>	<b>5,87</b>	<b>16</b>	<b>3,67</b>	<b>10</b>	<b>36,71</b>	<b>100</b>
<b>Composante 2</b>														
Construction d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle dans le cadre de 150 nouveaux sous-projets dans une zone de 86 000 hectares	8,75	15	11,66	20	14,58	25	11,66	20	8,75	15	2,92	5	58,31	37
Renforcement de la résilience d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle relevant de 230 sous-projets dans une zone de 130 000 hectares	9,22	13	12,76	18	14,18	20	17,73	25	10,64	15	6,38	9	70,91	45
Reconstruction d'urgence et modernisation du barrage en caoutchouc de Bakkhali dans une zone de 3 000 hectares	4,25	45	4,73	50	0,47	5	-	0	-	0	-	0	9,46	6
Amélioration de 110 km de chemins d'exploitations agricoles et routes de villages à l'aide de ponts et ponceaux auxiliaires	-	0	-	0	3,31	30	3,31	30	3,31	30	1,10	10	11,03	7
Adoption par 190 000 ménages de technologies et pratiques durables sur le plan environnemental et résilientes aux changements climatiques	0,39	5	0,79	10	1,58	20	1,58	20	1,97	25	1,58	20	7,88	5
<b>Sous-total</b>	<b>22,61</b>	<b>14</b>	<b>29,94</b>	<b>19</b>	<b>34,12</b>	<b>22</b>	<b>34,28</b>	<b>22</b>	<b>24,66</b>	<b>16</b>	<b>11,98</b>	<b>8</b>	<b>157,59</b>	<b>100</b>

6

	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Composante 3</b>														
Adoption de 116 plans d'activité concernant les secteurs de l'agriculture et de la pêche par des sous-comités inclusifs dans le cadre de sous-projets d'amélioration du fonctionnement et du sous-projet relatif au barrage en caoutchouc de Bakkhali	-	0	0,46	15	0,61	20	0,77	25	0,77	25	0,46	15	3,07	10
Adoption de 100 plans d'activité pour l'avancement des femmes concernant des activités génératrices de revenus et des entreprises artisanales, microentreprises et petites entreprises, au profit de 30 000 femmes	-	0	0,37	15	0,49	20	0,61	25	0,61	25	0,37	15	2,46	8
Production agricole axée sur le marché, pratiques de commercialisation et équipements dans le cadre de 58 sous-projets d'amélioration du fonctionnement et du sous-projet relatif au barrage en caoutchouc de Bakkhali	-	0	1,38	15	1,84	20	2,30	25	2,30	25	1,38	15	9,21	30
Modernisation d'installations et de pratiques aquacoles: 4 000 étangs, 500 cages et 1 800 hectares de plaines d'inondation	0,08	5	0,23	15	0,31	20	0,31	20	0,31	20	0,31	20	1,54	5
Amélioration de 25 marchés situés en bord de route et modernisation de 10 marchés d' <i>upazila</i>	-	0	2,15	20	2,15	20	2,15	20	2,15	20	2,15	20	10,75	35
Des ACGE, agricultrices ou femmes contractent 300 prêts auprès d'institutions financières publiques	-	0	-	0	0,12	20	0,18	30	0,18	30	0,12	20	0,61	2
Adoption, par 190 000 ménages, de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux et améliorés	-	0	0,37	15	0,49	20	0,61	25	0,61	25	0,37	15	2,46	8
Amélioration de l'accès physique aux marchés pour 57 000 ménages	0,03	5	0,09	15	0,12	20	0,12	20	0,12	20	0,12	20	0,61	2
<b>Sous-total</b>	<b>0,11</b>	<b>0</b>	<b>5,05</b>	<b>16</b>	<b>6,14</b>	<b>20</b>	<b>7,06</b>	<b>23</b>	<b>7,06</b>	<b>23</b>	<b>5,28</b>	<b>17</b>	<b>30,71</b>	<b>100</b>
<b>Total</b>	<b>27,49</b>	<b>12</b>	<b>42,70</b>	<b>19</b>	<b>48,70</b>	<b>22</b>	<b>47,58</b>	<b>21</b>	<b>37,60</b>	<b>17</b>	<b>20,93</b>	<b>9</b>	<b>225,00</b>	

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

34. Ce projet sera géré dans le cadre d'un accord de cofinancement avec la BASD, qui est l'institution coopérante, et selon le principe *pari passu*. La BASD devra informer rapidement le FIDA des montants que l'emprunteur peut retirer et le FIDA procédera au décaissement correspondant.
35. **Financement rétroactif.** Par dérogation à la section 4.07 a) ii) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole du FIDA, il est demandé au Conseil d'administration d'approuver un financement rétroactif de 5% du prêt du FIDA au maximum pour couvrir les dépenses autorisées engagées au titre des activités de démarrage (ateliers de démarrage, enquête de référence et recrutement de personnel externe) entre la conception du projet et l'entrée en vigueur de l'accord de prêt du FIDA. Cela permettra de limiter au maximum le décalage par rapport à la BASD. Le financement rétroactif devra être préfinancé par le Gouvernement bangladais et remboursé une fois que le présent accord sera entré en vigueur et que les conditions de retrait des fonds seront remplies.
36. **Financement des taxes.** La BASD financera une grande partie des acomptes dus au titre de l'impôt sur le revenu; le financement du FIDA ne couvrira aucune taxe. Les Pays-Bas financeront i) la plupart des services de conseil, y compris les services d'appui à l'exécution et d'organisations non gouvernementales (ONG), et ii) plusieurs études et tests relatifs à l'innovation.

### **Décaissement**

37. Trois comptes distincts seront créés et tenus au titre du projet par le Ministère des finances et l'UGP rattachée au LGED auprès de la Bangladesh Bank, pour accueillir respectivement le prêt de la BASD, celui du FIDA et le don des Pays-Bas. L'Emprunteur/Bénéficiaire transmettra à la BASD les originaux de ses demandes de retrait des fonds issus du prêt de la BASD et du don des Pays-Bas. La BASD examinera les demandes de retrait et paiera sa part du financement. En ce qui concerne le financement du FIDA, l'UGP rattachée au LGED présentera l'original de sa demande de retrait et les copies des pièces justificatives à la BASD. La BASD examinera chaque demande de retrait et informera le FIDA des décaissements éventuellement requis, qui resteront sujets à approbation par le Fonds conformément à l'accord de prêt et aux autres directives applicables. Le FIDA informera rapidement la BASD une fois les paiements effectués. Si le FIDA venait à refuser une demande de retrait, il devra informer rapidement la BASD et l'Emprunteur/Bénéficiaire, par écrit, de sa décision et des motivations de cette dernière.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

38. Toutes les activités ayant trait aux infrastructures et à l'agriculture seront élaborées à partir de plans cohérents montrant la viabilité des activités proposées. L'analyse économique et financière montre que 53% des avantages profiteront aux ménages vivant sous le seuil de pauvreté et incluront: i) une augmentation de la production agricole et une amélioration de la commercialisation; ii) le développement de la pêche et de la production aquacole.
39. Le taux de rentabilité économique interne est estimé à 21%. En se basant sur une analyse des risques fondée sur des valeurs pessimistes concernant l'expansion de la zone cultivable, l'amélioration des rendements agricoles, l'accroissement de la production aquacole et la hausse du coût d'investissement, ce taux pourrait diminuer et passer à 17% (le projet restant viable).

### **Stratégie de sortie et durabilité**

40. La durabilité et la stratégie de sortie reposent sur des ACGE solides, mais aussi sur: i) des contrôles de la viabilité des sous-projets; ii) l'exigence de pratiques entrepreneuriales saines et de contributions initiales de la part des ACGE; iii) des sous-comités inclusifs chargés de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures,

de l'agriculture et d'autres questions capables de mobiliser des services et revenus diversifiés; iv) des formations spécialisées, l'institutionnalisation du travail des ACGE (immatriculation, bail formel et plans d'exploitation et d'entretien) et l'évaluation régulière de la maturité des ACGE.

41. Ensuite, l'unité de gestion intégrée des ressources en eau rattachée au LGED et le système informatisé de gestion seront renforcés afin d'optimiser l'entretien. Deux études spécialisées et des processus de participation à l'élaboration des politiques seront aussi axés sur la durabilité des ACGE et du LGED.

### III. Risques

#### A. Risques et mesures d'atténuation

42. Le FIDA adoptera les mesures d'évaluation et de réduction des risques du cofinanceur, notamment en ce qui concerne la gestion fiduciaire (gestion financière et passation des marchés), les considérations techniques et les normes sociales et environnementales, et produira spécialement une matrice intégrée des risques du projet fondée sur ces mesures.
43. Le risque lié à la gestion financière est évalué comme substantiel en raison d'un poste vacant, de la décentralisation des flux du FIDA, des défis précédemment rencontrés concernant le respect des procédures de décaissement de la BASD et de l'utilisation de systèmes manuels de comptabilisation des dépenses. Toutefois, le LGED possède une longue expérience d'exécution de projets financés par la BASD, le FIDA et le Gouvernement néerlandais, et des mesures de réduction des risques ont été intégrées au projet, consistant à i) embaucher du personnel de comptabilité et engager un ou une spécialiste en gestion financière pour contribuer au projet; ii) organiser une formation annuelle sur les exigences et procédures de la BASD en matière de gestion financière et de décaissement; iii) intégrer le projet au plan fonctionnel d'audit interne du LGED; iv) intégrer des informations financières détaillées aux rapports trimestriels concernant l'état d'avancement du projet; v) enregistrer toutes les transactions relatives aux projets dans un logiciel de comptabilité.
44. Les variants de la COVID-19 peuvent modifier la vulnérabilité des ménages cibles et retarder l'exécution, c'est pourquoi le projet i) actualisera son évaluation de la vulnérabilité et ses activités d'amélioration des moyens d'existence; ii) organisera des consultations supplémentaires avec les parties prenantes; iii) respectera les protocoles de santé et de sécurité les plus récents.

Tableau 4

#### Risques et mesures d'atténuation

<i>Catégorie de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Environnement et climat	Élevé	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Moyen
Passation des marchés relevant du projet	Modéré	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
<b>Risque global</b>	Substantiel	Modéré



## **B. Catégorie environnementale et sociale**

45. En ce qui concerne l'impact environnemental et social, le projet a été classé dans la catégorie B, conformément à l'exposé de la Politique de sauvegarde de la BASD (2009). Un cadre d'évaluation et d'examen environnemental a été mis au point et des rapports d'études environnementales initiales seront élaborés pour chaque sous-projet au cours de l'exécution. Conformément aux exigences de la BASD, le projet ne financera aucun sous-projet relevant de la catégorie A. Des études environnementales initiales sont en cours d'élaboration concernant six sous-projets afin de définir des exemples de bonnes pratiques. Le LGED obtiendra les autorisations environnementales requises concernant tous les sous-projets auprès du Département de l'environnement avant toute attribution de contrats.
46. Les critères sont conformes aux catégories environnementale et sociale du FIDA présentées dans ses Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique de 2017, exception faite des activités de reconstruction d'urgence et de modernisation du barrage en caoutchouc de Bakkhali. L'intervention, intégrée au projet après la mission de conception et la présentation au Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques, concerne un barrage conçu pour des réseaux d'irrigation desservant une zone de 3 000 hectares, et relève donc de la catégorie A du point de vue du FIDA. Comme il ressort d'une note de la réunion d'examen de la conception, l'intégration du sous-projet du barrage en caoutchouc de Bakkhali nécessitera la publication d'un rapport détaillé d'étude de l'impact environnemental et social 120 jours avant le début des travaux de construction. Ce rapport est en cours d'élaboration.
47. Les garanties sociales (réinstallation involontaire) entreront, selon les estimations, dans la catégorie B. Les contrôles préalables n'ont repéré aucun déplacement physique de populations ou effet significatif résultant d'activités menées dans le cadre d'un projet. Comme demandé par les bénéficiaires et convenu avec ces derniers, la majeure partie des travaux n'alourdira pas l'empreinte des infrastructures existantes. Des acquisitions mineures de terres sont envisagées concernant des bandes de terres et les activités liées au barrage en caoutchouc de Bakkhali. Un cadre de réinstallation conforme à l'exposé de la Politique de sauvegarde de la BASD et aux règlements du Gouvernement bangladais a été élaboré et une ONG fournira un appui spécifique dans ce domaine.
48. Peuples autochtones (catégorie B). Environ 5% des sous-projets devraient concerner les peuples autochtones. Un cadre de planification à l'égard des peuples autochtones a été élaboré, ainsi que des plans pour les peuples autochtones pour l'ensemble des sous-projets qui touchent une de leurs zones d'établissement, conformément aux cadres du FIDA sur le consentement préalable, libre et éclairé et les peuples autochtones.

## **C. Classement au regard des risques climatiques**

49. Le risque climatique du projet est jugé élevé. Une évaluation détaillée des risques climatiques et de l'adaptation aux changements climatiques a été effectuée et comprend une liste d'investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets. Ces investissements seront exécutés à partir de l'analyse de chaque sous-projet et des risques climatiques les plus pertinents.

## **D. Soutenabilité de la dette**

50. Selon l'analyse de viabilité de la dette réalisée conjointement par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international datant de mai 2020, le risque externe et le risque global de surendettement du Bangladesh restent faibles. Malgré le choc économique résultant de la COVID-19, des indicateurs relatifs à la dette extérieure sont en dessous des seuils définis, et la dette publique est sous le seuil de référence dans les scénarios de base comme dans les tests de résistance. Le taux

de croissance du PIB a chuté, passant de 8,2% en 2019 à 5,2% en 2020, ce qui est principalement dû à la pandémie de la COVID-19.

## **IV. Exécution**

### **A. Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination du projet**

51. L'organisme d'exécution du projet est le LGED, qui appartient à la Division de l'administration du Ministère du gouvernement local, du développement rural et des coopératives. L'UGP et les 42 unités d'exécution du projet à l'échelle des districts rattachées au LGED seront les entités de gestion consacrées au projet et travailleront en étroite collaboration avec le LGED à l'échelle des régions, des districts et des *upazila*. Le LGED s'appuiera également sur d'autres départements, des consultants, des ONG et du personnel externe. Le Département de la commercialisation agricole, le Département de la vulgarisation agricole et le Département des pêches contribueront à l'exécution du projet conformément aux mémorandums d'accord ouverts qu'ils ont signés avec le LGED. Les ACGE possédant le statut juridique de coopératives sont responsables des activités d'exploitation et d'entretien découlant des sous-projets clôturés.

#### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

52. Les modalités de gestion financière du projet seront fondées sur les systèmes, politiques et procédures de gestion financière du pays. Des modalités de gestion financière supplémentaires ont été intégrées au manuel d'administration du projet dans le but: i) de favoriser l'efficacité des flux des fonds issus des prêts de la BASD et du FIDA; ii) de veiller à ce que le projet respecte les exigences de la BASD en matière d'information financière et d'audit ainsi que ses procédures de décaissement; iii) d'assurer que les comptes de prêt de la BASD et du FIDA sont clôturés en temps opportun.
53. La passation des marchés est assujettie à la politique de la BASD en la matière et aux règlements relatifs à la passation des marchés par les emprunteurs de la BASD. Le rapport qualité-prix sera optimisé grâce au ciblage de fournisseurs locaux et au regroupement de lots par emplacement géographique afin de favoriser la mise en concurrence et la réactivité des soumissionnaires.
54. Présentation du rapport d'audit. Le projet fera l'objet d'un audit réalisé par la Direction de l'audit des projets bénéficiant d'une aide extérieure. Les états financiers consolidés audités, accompagnés de l'opinion et de la lettre de recommandations de l'auditeur, seront présentés en anglais dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice (31 décembre).

### **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication**

55. Le personnel de l'UGP préparera le plan de travail et budget annuel ainsi que le plan de passation des marchés et veillera à obtenir l'approbation de sa direction ainsi que de la BASD et du FIDA. Il préparera le suivi des résultats du projet et présentera à la BASD des rapports trimestriels et annuels sur l'état d'avancement du projet, des rapports semestriels de suivi des garanties et le rapport d'achèvement du projet. Les unités d'exécution du projet à l'échelle des districts effectueront un suivi de l'élaboration de sous-projets et présenteront des rapports de suivi à l'UGP.
56. Comme dans chacun des projets de gestion de l'eau à petite échelle précédents, les activités, produits et effets directs de chaque sous-projet feront l'objet d'un suivi et les données correspondantes seront saisies dans une base de données opérationnelle reliée à une base de données centrale appartenant à un système informatisé de gestion, qui permet de suivre les informations relatives à l'ensemble des sous-projets de gestion de l'eau à petite échelle au sein du LGED.

### **Innovation et reproduction à plus grande échelle**

57. Ce projet comprend plusieurs innovations en matière sociale et climatique, parmi lesquelles i) des systèmes modernes d'irrigation par pompage et à tuyaux; ii) des solutions fondées sur la nature (bioingénierie) visant à stabiliser des talus plus raides censés orienter le ruissellement en cas d'inondations et situés en bord de route, réduisant l'empreinte des structures; iii) l'utilisation de drones pour la réalisation de sondages, le suivi des cultures et l'appui à l'agriculture numérique et de précision; iv) des portes composites dans le cadre de sous-projets côtiers; v) un système amélioré de gestion des actifs.

## **C. Plans d'exécution**

### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

58. Des plans de préparation à l'exécution ont été élaborés afin de faciliter un démarrage rapide des activités après le lancement du projet. Des plans détaillés de passation de marchés ont été intégrés au manuel d'exécution du projet, qui comprend des conditions détaillées applicables à tous les prestataires de services qui seront engagés ainsi qu'un calendrier et un processus de programmation clairs par étapes.

### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

59. Le FIDA participera à des missions de supervision conjointes aux côtés de la BASD et fournira un appui technique au renforcement institutionnel et au développement agricole afin de garantir que le projet tient compte des priorités du FIDA et des enseignements tirés.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

60. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur/Bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié sera mise à disposition avant la session.
61. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
62. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

63. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions mixtes d'un montant de quarante-deux millions neuf cent quatre-vingt mille dollars des États-Unis (42 980 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo

## **Negotiated financing agreement**

Une copie de l'accord de financement négocié sera mise à disposition avant la session.

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	<b>1.b Estimated corresponding total number of households members</b>							
	Household members - Number of people			1,619,000				
	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>							
	Women-headed households - Households							
	Households - Households			380,000				
	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>							
	Males - Males			228,000				
	Females - Females			152,000				
	Young - Young people			95,000				
	Total number of persons receiving services - Number of people			380,000				
	Male - Percentage (%)			60				
	Female - Percentage (%)			40				
	Young - Percentage (%)			25				
Outcome 1. Climate and disaster resilient agricultural productivity and profitability in	<b>1.2.4 Households reporting an increase in production</b>							Completion Survey
	Households - Percentage (%)							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
selected geographic areas increased	Women-headed households - Households							
	Households - Households							
	<b>1.2.1 Households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes</b>				Completion Survey	Mid-term / End-term	PMU	
	Households reporting improved access to water - Percentage (%)							
	Women-headed households - Households							
	Total no. of households reporting improved access to water - Households			230,000				
	<b>2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit</b>				Completion Survey	Mid-term / End-term	PMU	
	Number of enterprises – Enterprises			30,000				
	<b>Average cropping intensity for average rainfall year increased to 187%</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Hectares of land – Area (ha)			187				
	<b>220,000 ha benefit area with 87,000 ha (40%) having reduced flood risk</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Hectares of land – Area (ha)			220,000				
	<b>Livelihood of 30,000 women of poor/ smallholder HHs improved by IGAs</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Females - Number							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	<b>At least 20% Increase in Households' incomes and assets (both physical and financial)</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	% Increase - Percentage (%)							
<b>Output</b> 1. Participatory subproject development and management improved	<b>3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks</b>				Project M&E data	Annually	PMU	
	Total size of groups - Number of people							
	Groups supported - Groups							
	Males - Males							
	Females - Females							
	Young - Young people							
	<b>2.1.3 Rural producers' organizations supported</b>				Project M&E data	Annually	PMU	
	Total size of POs - Organizations							
	Rural POs supported - Organizations							
	Males - Males							
	Females - Females							
Young - Young people								
<b>Output</b> 2. Small-scale water resources infrastructure with climate and disaster resilient features developed or enhanced	<b>1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Hectares of land – Area (ha)							
	<b>2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Length of roads – Km							
<b>Climate and disaster resilient SSWR infrastructure constructed for 150 new SPs benefitting 86,000 ha</b>				Monitoring and evaluation	Annually	PMU		

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Number of SSWR infrastructure constructed - Number				reports and LGED MIS database			
	<b>Climate and disaster resilience of 230 existing SSWR SPs enhanced benefitting 130,000 ha (2021 baseline: 0 SP, 0 ha)</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	SSWR SPs enhanced - Number							
	<b>Climate resilient rural connectivity improved by upgrading 110 km of farm and village small roads with ancillary culverts and bridges</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Length of roads - Km							
	<b>190,000 HHs (50% of total beneficiary HHs) reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Households - Number							
<b>Output</b> 3. Upazila- and WMCA-level agribusinesses enhanced, and vulnerable livelihood supported	<b>1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services</b>							
	Women in rural areas accessing financial services - savings - Females							
	Men in rural areas accessing financial services - savings - Males							
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males							



Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females							
	Total persons accessing financial services - savings - Number of people							
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people							
	<b>2.1.1 Rural enterprises accessing business development services</b>							
	Rural enterprises - Enterprises							
	<b>2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated</b>							
	Total number of facilities - Facilities							
	<b>116 business plans adopted by inclusive subcommittees in PE SPs and the BRD</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	No. of Business Plans - Number							
	<b>WMCA-farmers adopt market-driven agricultural production and marketing practices and equipment accessible by all members in 58 PE SPs and BRD.</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	No. of Farmers - Number							
	<b>WMCA-farmers managed aquaculture facilities and practices modernized for 4,000 ponds, 500 cages, and for 1,800 ha of floodplain</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	No. of farmers - Number							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	<b>25 roadside markets upgraded and 10 upazila markets modernized</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	No. of markets - Number							
	<b>WMCAs-farmers-women take out 300 loans from PFIs.</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Females - Number							
	<b>190,000 HHs (50% of total beneficiary HHs) report adoption of new/improved inputs, technologies, or practices</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Households - Number							
	<b>57,000 HHs (15% of total beneficiary HHs) report improved physical access to markets</b>				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Households - Number							
<b>Outcome</b>	<b>3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered</b>							
	Hectares of land – Area (ha)							
	tCO2e/20 years - Number							
	tCO2e/ha - Number							
	tCO2e/ha/year - Number							